

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.
Compte Chèque Postal : Depaifre 1891.14 Paris
Bi-mensuel paraissant le 2^e et le dernier vendredi du mois

Rédaction et Administration :
15, passage Dubail (54, boul. Magenta)
PARIS (10^e)
Permanence de 18 heures à 20 heures

Sarraut-le-radical

C'est l'homme de

« LE COMMUNISME

VOILA L'ENNEMI »

A bas l'ennemi du prolétariat !

LAVAL S'EN VA - SON ŒUVRE CONTINUE

Rassemblement des masses contre les Décrets-Lois et la préparation de la guerre

Contre le renouvellement de la duperie électoraliste

A l'heure où nous mettons sous presse, il est impossible de savoir si le ministre Albert Sarraut fera l'affaire ou non. Cela n'a d'ailleurs pas une importance décisive. Ce qui reste certain, c'est que le gouvernement de demain continuera dans l'ensemble le ministère Laval, avec des moyens encore plus raffinés pour emboîter les travailleurs par l'intermédiaire du Front populaire.

En quittant Laval, Herriot et Cie ne se sont nullement désolidarisés de son œuvre. Dans leur lettre de démission, ils écrivent :

« Nous avons travaillé de notre mieux à l'œuvre de redressement économique et financier et d'apaisement moral que le Cabinet a accomplie sous votre haute direction, en plein accord avec le Parlement. »

Ils continuent donc à revendiquer la paternité de la loi de mise en répression contre les ouvriers et la bienveillance envers les Croix de feu, la politique militariste de surarmement, les lois persécutatrices du 6 décembre, etc...

Cela ne nous étonne pas le moins du monde. C'est pourquoi nous affirmons que Sarraut ou Herriot au pouvoir continueront l'œuvre antiprolétarienne de Laval, et qu'ils secoureront aux vents le programme du Front populaire, si miteux soit-il !

Blum et Vaillant-Couturier se sont immédiatement précipités pour tenir sur les fonds baptismaux le ministère radical qu'ils appellent de tous leurs vœux. Sarraut, le colonialiste, l'homme du discours de Constantine (« Le communisme, voilà l'ennemi »), devient un ange gardien des « libertés démocratiques ». Il est vrai que les communistes grecs se sont bien déclarés royalistes, car, paraît-il, Georges III est un rempart contre le fascisme ! (Et dire que les gens-là accusaient les socialistes-démocrates allemands de voler pour Hindenburg, « rempart contre Hitler ! »).

Blum, à son habitude, a engagé le parti S.F.I.O. sans se soucier des membres du parti, vulgum pecus. Dans le Populaire, il a offert avec un cynisme éhonté le soutien des travailleurs socialistes à un gouvernement bourgeois de gauche. Il écrit : « Participation, soutien, préjugé favorable, neutralité discrète, nous tenons de tout (sic) et nous offrons le choix... » Il se déclare prêt à soutenir « contre la réaction » (on connaît Pastuce !) un gouvernement de « concentration à gauche ». Bien entendu, le groupe parlementaire s'est empressé d'approuver la position de son chef, et la C.A.P. ne manquera pas d'en faire autant.

Vaillant-Couturier a répété, d'une ma-

nière plus embarrassée, la même chose. Péri va plus loin. Il écrit dans l'Humanité : « Il faut, quelle que soit la composition du gouvernement de demain, maintenir intacte pour les luttes prochaines la formation du Front populaire à laquelle les masses radicales ont donné leur adhésion enthousiaste. »

Autrement dit, même si le ministère est radical, il faudra continuer à conserver le Parti radical dans le Front populaire.

Pendant ce temps, La Rocque se frotte les mains. Que le Front populaire continue sur cette voie ! Il ne se passera pas longtemps avant que les masses radicales, dégoûtées des Sarraut et des Péri, passent chez La Rocque, l'apôtre infatigable de la « réconciliation française ».

Il est grand temps de sonner le rassemblement massif contre cette réaction néo-calco-impérialiste, contre ces traîtres à la cause du peuple, contre ces fourriers de la réaction militariste et fasciste.

Chassons les radicaux du Front populaire, donnons vie aux Comités de base, élus par les travailleurs, dans le cadre d'une vaste alliance ouvrière, ainsi que nous le préconisons dès avant le 6 février. Organisons la lutte implacable contre ce gouvernement de spoliation, successeur d'un gouvernement de vol et d'assassinat !

On nous dira alors peut-être qu'un gouvernement « de gauche », même bourgeois, facilitera les élections. Qu'est-ce que signifie cette argumentation ? Tout simplement qu'on compte sur les préfets de la République capitaliste pour assurer l'élection des hommes du Front populaire. Et ces hommes n'ont, dans l'esprit des communistes, qu'un devoir : obéir à la diplomatie de l'U.R.S.S. ; — dans l'esprit des socialistes, que le but de continuer la vieille politique de collaboration de classes...

Les élections ne peuvent avoir un sens favorable pour les travailleurs que si elles se font au milieu d'une puissante offensive de classe, d'un mouvement de grève généralisée posant à l'ordre du jour la question des questions, la seule qui passionne aujourd'hui le peuple : l'expropriation des expropriateurs !

Le peuple ouvrier en a assez de la sale cuisine parlementaire des Ybarnégaray, Blum et Thorez. Organisons contre le gouvernement l'assaut du prolétariat, sous le drapeau du marxisme. Créons le nouveau Parti du prolétariat !

LA LETTRE OUVERTE DU G. B. L. ET DES J. S. R.

Pour un parti révolutionnaire du prolétariat !

Nous publions ici « la Lettre ouverte » sur laquelle le G.B.L. et les J.S.R. basent leur appel pour la constitution du nouveau parti :

Il y a 15 ans, la grande majorité du parti socialiste se ralliait à la Troisième Internationale, dans son Congrès de Tours. La classe ouvrière française marqua ainsi une étape nouvelle de son développement : elle créa le parti qui devait la diriger vers le renversement de la bourgeoisie, vers la révolution socialiste dont Marx et Engels avaient dégagé les données essentielles dans le Manifeste Communiste.

Mais aujourd'hui le bilan des dernières années oblige la classe ouvrière à poser une nouvelle fois, dans des termes nouveaux, le problème du parti marxiste — nationalement et internationalement.

La nécessité de rebâtir le parti du prolétariat mondial, c'est-à-dire de lutter pour une IV^e Internationale, a été formulé par les bolcheviks-léninistes au lendemain de la catastrophe de la classe ouvrière allemande au printemps 1933. La social-démocratie ne faisait que confirmer ses traahisons antérieures. Le communisme allemand, étranglé par Staline, la rejoignait.

Après la défaite du prolétariat allemand

Dans un document programmatique, publié au mois d'août 1933, signé par la L.C.I. (Bolcheviks-léninistes), le R.S.P. et l'O.S.P. hollandais, et le S.A.P. allemand, la nécessité et les principes fondamentaux de la IV^e Internationale ont été définis clairement.

Depuis cette date, tous les événements n'ont fait que confirmer la nécessité urgente de commencer pratiquement l'organisation de la nouvelle avant-garde mondiale du prolétariat. En effet, après l'échec allemand, la classe ouvrière a enregistré l'effondrement de la social-démocratie autrichienne, l'échec du socialisme en Espagne, la défaite dans la Sarre. Partout, les ouvriers se sont battus et se battent.

A L'EXEMPLE DES B.L. CHINOIS

Un magnifique exemple de solidarité internationale

Nous avons déjà publié dans nos souscriptions une somme de 100 DOLLARS. Cet argent a été rassemblé sous la houlette de la « Vérité », au sein de la Section des B.L. CHINOIS qui se compose de militants ouvriers extrêmement pauvres. Il y a là un magnifique exemple de solidarité internationale des bolcheviks-léninistes.

Camarades, à l'exemple des B.L. Chinois, aidez la « Vérité ».

Les chômeurs ne veulent pas qu'on étouffe leur lutte

Au Congrès de fusion des deux unions syndicales s'est présentée une délégation de chômeurs du Comité du 10^e arrondissement. Ces camarades étaient en droit d'apporter aux syndiqués la voix des couches les plus misérables et les plus exploitées, de celles dont la classe ouvrière organisée a besoin et pour lesquelles l'unité syndicale devrait représenter un appui et un levier.

L'appel de la délégation se terminait par ces déclarations :

« Passez à l'organisation immédiate de l'action directe pour la semaine de 40 heures au salaire des 48 ; l'appui que peuvent vous donner les 700.000 chômeurs de la R. P. qui, déjà en 1932, en descendant à 50.000 devant la Chambre des Députés, ont obtenu ce qu'ils revendiquaient, cet appui peut, seul, faire reculer la bourgeoisie capitaliste, nous donner du travail et assurer à vous, ouvriers encore dans la production, un peu plus de bien-être. »

Vive l'action directe des chômeurs et des non-chômeurs en faveur de leurs revendications communes !

Mais les bureaucrates se mirent d'accord pour laisser les chômeurs à la porte. Cependant, les comités de chômeurs les plus actifs s'organisent pour ne pas laisser étouffer leur mouvement sous le poids de la philanthropie patronale. Une première conférence se tiendra le 1^{er} février, 120, avenue Wilson, à 9 heures, à Saint-Denis, pour examiner les tâches du mouvement. Les comités sont appelés à y envoyer des délégations de cinq membres. Les demandes de renseignements doivent être adressées au camarade Goutfengeas, 7, rue de la Gare, à Aubervilliers.

tent avec courage contre l'ennemi de classe. Ce sont les directions politiques de la II^e et III^e Internationales qui brisent et détournent leur élan. Ainsi, la III^e Internationale, dont les sections sont presque inexistantes sauf en France, s'est engagée ouvertement dans la voie du social-patriotisme, de la collaboration de classes sous le couvert de la défense de la démocratie et de la réconciliation nationale. Elle applique la politique dictée par la déclaration de Staline.

En août 1935, une série d'organisations, la L.C.I., le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire hollandais, le Parti ouvrier des Etats-Unis, le Parti ouvrier du Canada ont, par une lettre ouverte (dont nous joignons le texte), invité les organisations et groupements prolétariens du monde entier à faire les premiers pas pratiques pour l'organisation de la nouvelle internationale, la IV^e.

Aujourd'hui, le G.B.L., section française de la L.C.I. et l'Entente des J.S.R., s'adressent à leur tour aux groupements et ouvriers révolutionnaires français. Nous considérons que la convocation d'un Congrès national du nouveau parti révolutionnaire du prolétariat français est à l'ordre du jour.

En France, après le 6 Février

Dans quelles circonstances et selon quelles conditions l'édification du nouveau parti révolutionnaire se pose-t-elle comme tâche immédiate à tous les marxistes prolétariens de France, c'est ce qui résulte de l'examen de la situation depuis le 6 Février 1934, et de l'orientation politique des deux partis qui se réclament de la classe ouvrière.

Depuis le 6 Février 1934, la situation française est caractérisée, d'une part par l'essor puissant vers la gauche des masses ouvrières et populaires qui repoussent avec violence la solution fasciste et réactionnaire, et veulent s'opposer spontanément par l'action directe aux mesures de déflation et de misère des gouvernements bonapartistes Doumergue, Flandin, Laval. D'autre part, par l'évolution vers la droite de la politique des partis S.F.I.O. et S.F.I.C. qui canalisent dans la voie des discours parlementaires, du social-patriotisme et du pacifisme petit bourgeois la volonté de combat des masses.

La politique des dirigeants du Front

populaire consiste dans la collaboration de classes avec la bourgeoisie libérale, orientée vers le pacifisme bourgeois de la S.D.N. et la diplomatie de la bureaucratie soviétique ; par conséquent dans la capitulation devant les intérêts du parti capitaliste radical-socialiste, qui se trouve ainsi réhabilité devant les masses. Le Front populaire à l'épreuve de la lutte de classe

Cette tendance générale est suffisamment caractérisée par les événements récents. Exemple :

a) pour orienter les combattants de Foulon, Brest, plongés dans la misère et assassinés par le gouvernement Laval-Herriot, la direction des partis socialistes et communistes n'a rien trouvé de mieux que de donner une explication policière de l'émeute ouvrière, et d'entrer dans la voie du resserrement de l'alliance avec Herriot et son parti.

b) pour répondre à l'agression armée des Croix de Feu à Limoges, et pour organiser la volonté de riposte armée de la classe ouvrière, Blum et Thorez se sont empressés de promettre au délégué parlementaire de La Rocque, Ybarnégaray, et à leur mandataire gouvernemental, Laval, de dissoudre les organisations d'auto-défense prolétarienne, et d'approuver une loi qui donne en fait plein pouvoir au gouvernement bourgeois (Laval ou ses successeurs) pour accentuer la répression ouvrière sous prétexte de dissolution des Ligues.

c) Face aux marchandages impérialistes de l'Angleterre, de la France, de l'Italie qui ont pour but de déterminer les meilleurs moyens de saigner les peuples et de les entraîner dans le conflit armé mondial, P.S. et P.C. préconisent une politique d'entente entre les brigands impérialistes dans les cadres de la S.D.N. et dans leurs discours transforment en ange de paix l'impérialisme le plus félon et le plus rapace : l'Empire de Sa Majesté Britannique.

d) Enfin les partis qui se disent ouvriers se livrent pieds et poings liés à la bourgeoisie en acceptant un programme commun pour les élections législatives. (Programme du Front populaire). Ils renouvellent le cartel radical-socialiste de 1924, en l'étendant aux communistes.

(Suite en page 2)

SITUATION DES TRAVAILLEURS EN U. R. S. S.

Comment les ouvriers se défendent contre les tares du Stakhanovisme

(Suite de notre dernier numéro)

L'introduction du salaire aux pièces entraîne inévitablement une différenciation profonde au sein de la classe ouvrière soviétique elle-même. Si cette différenciation a été freinée jusqu'à ces derniers temps par le système du ravitaillement réglementé — cartes alimentaires, coopératives et restaurants d'usine — dans les conditions du passage à une économie monétaire, elle prendra le développement le plus large.

Le retour à l'économie monétaire et la différenciation des salaires

Il n'est guère de pays capitaliste avancé où la différence entre les salaires ouvriers est aussi profonde que dans l'U.R.S.S., actuellement. Dans les mines, un piqueur non-stakhanovien gagne de 400 à 500 roubles, un stakhanovien plus de 1.600 roubles. Or l'ouvrier auxiliaire, conducteur de chevaux au fond, ne gagne que 170 roubles s'il n'est pas stakhanovien, et 400 roubles s'il l'est (Pravda, 16-11-35), c'est-à-dire qu'un ouvrier gagne à peu près dix fois plus qu'un autre. Et 170 roubles ne représentent nullement le salaire le plus bas, mais le salaire moyen, d'après les données de la statistique soviétique. Il y a des ouvriers qui ne gagnent que 150, 120, ou même 100 roubles.

Un ouvrier spécialiste très qualifié, Kaslov (usine de construction de moteurs à Gorki) a gagné, pendant la moitié du mois d'octobre, 950 roubles (Pravda, 26-11-35), c'est-à-dire plus de onze fois le salaire du conducteur de chevaux et plus de seize fois celui de l'ouvrier qui gagne 120 roubles. Les ouvriers stakhanoviennes des textiles gagnent 500 roubles et plus, les non-stakhanoviennes 150 roubles ou moins (Pravda,

18-11-35). Les exemples que nous donnons n'indiquent nullement les limites extrêmes dans les deux sens. On pourrait sans peine montrer que les salaires des couches privilégiées de la classe ouvrière (de l'aristocratie ouvrière dans le véritable sens du mot) sont 20 fois plus élevés, quelquefois plus encore, que les salaires des couches mal payées (1).

Situation sociale des Stakhanovistes

Et il faut ajouter à cela d'autres privilèges personnels des stakhanoviens : des places réservées dans les maisons de repos et sanatoria ; réparations de leurs logements ; des places pour les enfants dans les jardins d'enfants (Troude, 23-10) ; des entrées gratuites au cinéma ; de plus les stakhanoviens, se font raser gratuitement sans faire queue (Donbes, Troude, 1-11) ; ils ont droit à des leçons gratuites à domicile pour eux et leurs familles (Troude du 2-11 et autres), à des visites gratuites du docteur, de jour et de nuit, etc.

(Suite page 2)

(1) Et si l'on prend le salaire des spécialistes, le tableau de l'inégalité devient réellement sinistre. Ostrogladov, l'ingénieur principal d'un puits, qui réalise bien le plan, gagne 8.600 roubles par mois ; et c'est un modeste spécialiste, son salaire ne peut donc être considéré comme exceptionnel. Ainsi des ingénieurs gagnent souvent 80 et 100 fois plus qu'un ouvrier non qualifié. Une telle inégalité est établie maintenant, 18 ans après la Révolution d'Octobre, presque à la veille — selon Staline — du « passage du socialisme au communisme » !

8 FEVRIER

grande

FÊTE de « RÉVOLUTION »

Salle ALBOUY, à 20 heures 30

DU THEATRE COLLECTIF, par le Groupe « Révolution ».
DE LA GAÏETE ENFANTINE, par les « Faucons Rouges ».
DE LA DANSE D'AVANT-GARDE, par Julia Marcus.
DE LA CHANSON SATIRIQUE, par Dorin.
DU SPORT OUVRIER, par un club F.S.G.T.
UN BAL DE NUIT ENDIABLE, avec Heric et ses boys.

Prix, 5 fr. (5 billets de 1 fr. donnant droit à la tombola).

On trouve des billets au local du journal et dans toutes les permanences locales de J. S. R. et C. D. R. En demander également à nos crieurs.

LA LETTRE OUVERTE DU G. B. L. ET DES J. S. R.

Pour un parti révolutionnaire du prolétariat!

(Suite de la première page) Tel est, dégagé des événements les plus récents, le sens général de la politique commune aux deux partis socialiste et communiste...

Mais, lié maintenant à P.C. de Staline et à sa politique d'alliance avec le parti radical, le P.S. s'est lancé à nouveau dans la propagande chauvine effrénée. Blum, Faure et Lebas font fonctionner la démocratie S.F.I.O. comme celle de l'Etat bourgeois...

De l'offensive du peuple de France contre ses exploités, un parti révolutionnaire véritable eût fait surgir la révolution socialiste. Le P.S. et le P.C. ne peuvent en tirer que la collaboration de classes, la trahison et la démolition des masses...

Le prolétariat se défend contre la collaboration de classes.

Il est évident qu'une telle orientation ne pouvait être imposée aux militants ouvriers révolutionnaires des deux partis sans déterminer au moins dans les couches les plus conscientes et les plus avancées, de violents courants de protestation...

Dans le P.C., devenu sous l'effet de la dégénérescence de l'Etat soviétique, à cause de la puissance et du nombre des fonctionnaires, une organisation d'où toute discussion politique pour la détermination de la ligne du parti et tout contrôle réel de la direction sont depuis longtemps bannis...

Mais la politique qui consiste à répéter que rien n'est changé, ne résistera pas longtemps à l'épreuve des actes d'union sacrée, et on peut prédire le divorce violent et inévitable entre d'une part les fonctionnaires de Staline, les patriotes Cachin, Vaillant-Couturier et leur cortège de petits bourgeois radicalisant, et d'autre part la base prolétarienne révolutionnaire.

L'appareil socialiste contre les révolutionnaires.

A la veille du 6 Février, la S.F.I.O. avait été contrainte de se débarrasser des éléments bourgeois les plus marquants (Renaudel et les Marquet), grâce à la pression ouvrière engendrée par la crise économique croissante. En même temps, les fascistes développaient leur action de démagogie violente...

Mais, lié maintenant à P.C. de Staline et à sa politique d'alliance avec le parti radical, le P.S. s'est lancé à nouveau dans la propagande chauvine effrénée. Blum, Faure et Lebas font fonctionner la démocratie S.F.I.O. comme celle de l'Etat bourgeois...

Où le regroupement ou la capitulation.

Pour tous ceux qui veulent maintenant continuer à défendre la politique marxiste, la question se pose ainsi : ou se regrouper avec les B.L. et les J.S.R. ou capituler devant les sommations et les manœuvres de Blum et Zyromski. Placé dans cette situation, Pivert a choisi de capituler et de servir de couverture au social-patriotisme qui ravage le mouvement ouvrier...

Cependant, cette voie ne sera pas suivie par ceux qui veulent sincèrement la lutte pour la révolution socialiste, et non les phrases creuses de réunions intérieures. Les exclusions des Jeunesses à Lille, puis celles des membres du G.B.L., dont l'Humanité et le Populaire se sont félicités, au moment où le gouvernement nous frappait, ont été suivies d'exclusions des J.S. en Suisse, de menaces d'exclusions en Belgique et en Espagne...

L'unité organique des deux appareils.

Elles contribuent à donner aux pourparlers sur l'unité organique entre P.C. et P.S. leur caractère réel. Il ne s'agit pas d'une fusion correspondant à une étape plus élevée de l'action de classe du prolétariat, mais d'une assurance mutuelle contre le courant marxiste révolutionnaire.

1) Comprendre et expliquer que l'internationalisme révolutionnaire ne peut être défendu et développé entièrement qu'en dehors des cadres des partis réformistes et centristes — que l'existence des social-patriotes et des internationalistes conséquents n'est pas possible au sein d'un même parti.

2) Travailler immédiatement au regroupement révolutionnaire dans un nouveau parti pour réaliser la véritable unité, celle

des révolutionnaires qui veulent lutter avec la classe ouvrière pour son affranchissement, en rompant avec le réformisme et le centrisme.

Camarades du P.S., du P.C., des J.S. et J.C., des minorités révolutionnaires et organisations prolétariennes, nous vous adressons cet appel pour vous inviter à la discussion et au travail en vue de l'édification de ce parti.

La reconnaissance des paragraphes suivants doit, selon nous, servir de base au nouveau parti. Ces paragraphes ont été établis sur la base de la plate-forme des Bolcheviks-Léninistes, de la Lettre ouverte pour la IV^e Internationale et de la plate-forme de Lille des J.S.R.

Pour l'unité du Front prolétarien.

Nous n'ignorons pas cependant qu'une masse considérable de prolétaires donne toujours sa confiance aux partis réformistes et que seuls des bouleversements sociaux profonds les entraîneront à lutter clairement pour la révolution communiste.

Pour des objectifs de lutte, et sans rien renoncer à la critique prolétarienne nécessaire, nous sommes entièrement prêts à réaliser un front unique avec ces partis et organisations ou tendances. Nous voulons atteindre nos buts non par des conflits violents entre les différents couches de travailleurs, mais par la vraie démocratie ouvrière, la propagande et la critique loyale.

La « gauche révolutionnaire » qui n'a rien appris continue à prêcher l'union dans un même parti de ceux qui veulent désarmer la classe ouvrière et de ceux qui veulent l'armer pour le combat, de ceux qui préchent la « réconciliation française » et de ceux qui veulent la guerre civile contre l'ennemi de classe, de ceux qui organisent l'union sacrée et de ceux qui préparent le défaitisme révolutionnaire. Elle continue à espérer que le Parti Révolutionnaire se formera par la grâce du Saint-Esprit, par l'association de l'eau et du feu.

Autres camarades qui admettent la nécessité du nouveau Parti Révolutionnaire se refusent d'aider à sa construction.

« La gauche révolutionnaire » qui n'a rien appris continue à prêcher l'union dans un même parti de ceux qui veulent désarmer la classe ouvrière et de ceux qui veulent l'armer pour le combat, de ceux qui préchent la « réconciliation française » et de ceux qui veulent la guerre civile contre l'ennemi de classe, de ceux qui organisent l'union sacrée et de ceux qui préparent le défaitisme révolutionnaire.

« La gauche révolutionnaire » qui n'a rien appris continue à prêcher l'union dans un même parti de ceux qui veulent désarmer la classe ouvrière et de ceux qui veulent l'armer pour le combat, de ceux qui préchent la « réconciliation française » et de ceux qui veulent la guerre civile contre l'ennemi de classe, de ceux qui organisent l'union sacrée et de ceux qui préparent le défaitisme révolutionnaire.

Qu'est-ce que le mouvement Stakhanov ?

(Suite de la première page) Nous estimons que la direction stalinienne place les stakhanoviens dans une situation très privilégiée, non seulement afin d'encourager l'augmentation de la productivité du travail, mais dans celui de favoriser aussi sciemment la différenciation de la classe ouvrière, dans le but politique de s'appuyer sur une base plus étroite, sans doute, mais aussi plus sûre : l'aristocratie ouvrière.

La répression bureaucratique.

Les chefs appellent à la lutte contre les « saboteurs ». Le général-gouverneur stalinien de l'Ukraine, Postychev, déclare : « La lutte contre les saboteurs et ceux qui résistent au mouvement stakhanovien... est maintenant un des principaux secteurs de la lutte de classe. » (Pravda, 13-11). Le lieutenant de Staline à Leningrad, Jdanov, dit de même : « Dans certaines entreprises le mouvement stakhanovien a rencontré une certaine résistance, même de la part des ouvriers arriérés... Le parti ne s'arrêtera devant rien pour balayer du chemin de la victoire du mouvement stakhanovien tous ceux qui y résistent. » (Pravda, 18-11).

Ces menaces produisent-elles de l'effet sur les ouvriers ? Des extraits que nous donnons plus bas, nous verrons en tout cas que les ouvriers ne sont pas enclins à céder sans combat là où il s'agit de leurs intérêts vitaux.

Réactions de self-défense de la classe ouvrière.

Le Troud du 18-11 communique que « dans le puits n° 5 le piqueur Kirillov a battu le chef du secteur, qui exigeait de lui un bon travail de soutènement derrière le piqueur stakhanovien Zamsteiev. » Voyons ce qui s'est passé : l'application des méthodes stakhanoviennes dans les puits de charbon a abouti à une réduction considérable du nombre des piqueurs (par exemple dans le puits où travaille Stakhanov, leur nombre a été réduit de 53 à 24). Le chômage ne les menace pas, mais une partie d'entre eux sont transférés au travail auxiliaire de soutènement, bien plus mal payé. C'est dans cette situation que se trouvait le piqueur Kirillov.

Dans le même numéro du Troud, on raconte comment deux ouvriers « ont mené une agitation malfaisante contre les mé-

thodes stakhanoviennes. Djagsirev a cherché à persuader l'ouvrier stakhanovien Kourilchev de ne pas travailler. En résultat le travail sur le secteur a été compromis. Les stakhanoviens se plaignent que ce n'est que « quand la surveillance s'exerce que le travail marche » (Troud, 24-9). A Odessa, à l'usine de construction de machines lourdes, l'ouvrier Pojokov s'est jeté sur le stakhanovien Korenoj avec une poutrelle de fer. Pojokov est exclu du syndicat, est chassé du travail et on projette de le faire passer devant un tribunal, à titre d'exemple. (Troud, 23-10). A Marioupol, à l'usine Azorstal, deux ouvriers, Tchisjakov et Khomenko, sont condamnés à quatre et deux ans de prison pour avoir menacé de tuer un brigadier stakhanovien. A l'usine « Krasny Chlampovtchik », une ouvrière stakhanovienne a trouvé sur son métier un balai sale avec la note suivante : « A la camarade Beloj : Ce bouquet de fleurs est offert en l'honneur de sa réalisation de trois normes. » (Troud, 10-11). Il a fallu six jours pour découvrir les coupables. Parmi eux se trouvait le responsable syndical, l'ouvrier Mouraviev. Ils furent chassés. Mais leurs chefs hiérarchiques exigèrent que l'affaire soit encore transmise au tribunal. Le « Troud » du 12-11 communique que « les ouvriers du textile, qui ont exécuté le travail d'une manière intensive, ont rencontré et rencontrent encore de grands obstacles. La lutte de classe (1) se manifeste à chaque pas. » Un petit exemple : « On a ouvert les fenêtres de l'atelier pour faire partir toute l'humidité ; on a sali l'atelier. » Dans une autre fabrique : « Sur des dizaines de mètres, les boîtes de navettes ont été savonnées. Derrière tout cela nous voyons des actes de sabotage. Dans la fabrique « Bolchevik », l'ennemi effronté (c'est-à-dire les ouvriers eux-mêmes N. M.) se moque ouvertement de l'ouvrière Odoutzov, qui travaille sur 144 mètres automatiques. » Une ouvrière stakhanovienne raconte comment on se moque d'elle : « On s'approche de moi en me disant : Comme tu es maigre ! Comme tu es devenue pâle ! Ne tiens-tu pas à la vie ? »

Les Izvestia du 28 racontent que, dans la baraque 25 de la fabrique de cartonnages de Moscou, les ouvriers Kolmogorov, père et fils, « ont reproché au stakhanovien Solovine d'aboutir en fin de compte, par son travail, à diminuer le prix des pièces, ils ont incité les ouvriers Naoumov et Njepkine, qui habitent avec les Khomogorov, à mettre le feu à du papier, contre les pieds de Solovine, pendant que celui-ci dormait. Cet acte bestial a causé à Solovine des brûlures sérieuses. Les criminels sont arrêtés. » A l'usine Aviakhine, l'ouvrier Krikov dépassait régulièrement la norme, tandis que des ouvriers plus qualifiés produisaient moins que lui : « Le 14 octobre, tout est devenu clair. Karpov a passé à Krikov le mot suivant : Camarade Krikov, ne te précipite pas trop et ne dépasse pas la norme. Exige, au contraire, qu'on t'augmente le prix de la pièce... » Krikov rapporta le fait à l'administration et l'ouvrier Karpov fut d'abord congédié, et ne fut repris qu'avec un blâme sévère, qu'après s'être repenti (Pravda, 17-11).

Comment on frappe les ouvriers.

Les journaux soviétiques appellent « faiseurs d'avaries » les ouvriers qui résistent au mouvement stakhanovien. « La méthode favorite de ceux qui luttent contre le mouvement stakhanovien consiste à provoquer des avaries et à briser les machines. » (Troud.) La Pravda du 3-11 communique qu'à Tambov, quatre ouvriers stakhanoviens « en arrivant au travail ont constaté que leurs boîtes à outils étaient fracturées et les outils volés. » La lutte est si aiguë qu'elle prend dans certaines occasions, heureusement rares, le caractère d'actes terroristes. « Le 25 octobre au soir, le meilleur stakhanovien de l'usine « Troud », l'ouvrier serrurier Schmyrov, a été tué... Les criminels ont été arrêtés. » (Pravda, 19-10). Quelques semaines plus tard, la Pravda annonce que « les meurtriers ont été condamnés à mort par le tribunal militaire. » Dans le puits Ivan, le meilleur stakhanovien, Nicolas Tackhiov, a été tué « pour empêcher l'introduction du système stakhanovien dans le secteur... Les criminels ont été arrêtés. » (Izvestia, 30-10 et 2-11).

Conséquences de la méthode Stakhanov.

Nous avons déjà mentionné que les stakhanoviens travaillent souvent aux frais de leurs voisins. Le Troud du 23-10 communique : « Le stakhanovien est surchargé de travail et son voisin chôme. » Le même journal dit par ailleurs : « Les succès des stakhanoviens ont amené la réduction du nombre des ouvriers dans certaines branches ;

une nouvelle lutte a commencé. » Choura Amrova, ouvrière stakhanovienne, a commenté au président du comité d'usine : « Ça m'ennuie. Aboutis ou bien à ce que tout le monde ait du travail ou bien à ce qu'on renvoie des ouvriers, sans quoi je cessera de travailler ainsi. » Il n'est pas difficile de se représenter quel état d'esprit règne dans ces conditions à l'usine. Le contremaître de la fabrique Premier Mai (à Leningrad), So-datov, dit : « Quand il n'y avait pas de stakhanoviens, on ne chômait pas ; et avec les stakhanoviens, on a commencé à chômer. » (Troud, 24-10.)

Nous avons donné un aussi grand nombre de citations pour montrer toute l'acuité de la lutte au sein de la classe ouvrière autour du mouvement stakhanovien. Si le mouvement stakhanovien ne menace pas encore de chômage l'ouvrier soviétique — l'industrie, dans son essor puissant, est encore en état d'engourdir toutes les mains ouvrières devenues libres —, il le menace de chômage, de déplacement à des travaux auxiliaires, de surtension physique, de réduction de salaire, etc. La différenciation ultérieure de la classe ouvrière signifie le renforcement de l'inégalité économique et des antagonismes.

La voie de la bureaucratie.

Il serait absurde de croire que la majorité, ou ne fut-ce qu'une partie considérable de la classe ouvrière, puisse devenir stakhanovienne. La croissance des salaires des stakhanoviens est déjà, sans aucun doute, l'objet des inquiétudes de la bureaucratie. Occupée par la stabilisation de la monnaie soviétique, elle ne peut « jeter » des roubles à tous les vents. Staline a ouvertement déclaré qu'il fallait réviser les normes techniques actuelles « comme ne correspondant plus à la réalité ; en retard et jouant comme un frein... il est indispensable de les remplacer par de nouvelles normes techniques supérieures » dont « on a besoin, de plus, pour pousser les masses retardataires vers les plus avancées ». C'est assez clair. Ces nouvelles normes doivent, d'après Staline « passer quelque part entre les normes actuelles et celles atteintes par les Stakhanov et les Boussyguine ». (Pravda, 22-11.) Et après l'augmentation des normes techniques, suivra sans aucun doute la diminution du prix aux pièces, c'est-à-dire un coup porté aux salaires. Dans une série d'entreprises, les prix aux pièces furent diminués par le directeur aussitôt après les premiers records des stakhanoviens. C'est cela que flairait l'ouvrier soviétique, c'est cela qui l'alarme.

Le rôle des Bolcheviks-Léninistes.

Il est très probable que nous sommes en U.R.S.S. à la veille de sérieux combats économicques de la classe ouvrière. Cette lutte prendra inévitablement au début un caractère discordant et partisan. La classe ouvrière en U.R.S.S. ne possède pas de syndicats, ne possède pas de parti. Ces organisations bureaucratiques totalement dégenérées qui se nomment syndicats sont conservées par les bureaucrates mêmes (ceux des autres organisations) comme un appendice banqueroutier des organismes économiques d'Etat. Cet aveu est fait ouvertement dans la presse soviétique.

Les questions de la défense des intérêts professionnels de la classe ouvrière gagnent en U.R.S.S., dans l'avenir le plus proche, une énorme importance. Les ouvriers vont inévitablement aspirer à créer leurs organisations, si primitives soient-elles, mais au moins capables de défendre les intérêts directs des ouvriers dans le domaine de la journée ouvrière, du repos, des congés et des salaires, et de mettre un barrage à la pression de la bureaucratie dans le sens de l'intensification sous le pavillon du mouvement stakhanovien ou sous un autre. La tâche des bolcheviks-léninistes est d'aider la classe ouvrière de l'U.R.S.S. dans cette lutte contre les énormes déviations bureaucratiques dans le domaine de l'augmentation de la productivité du travail. Il faut en particulier aider l'ouvrier soviétique avancé — sur la base de la participation active à l'augmentation de la puissance économique du pays — à formuler justement, à lancer et à populariser dans les masses des revendications fondamentales, une sorte de programme minimum de défense des intérêts de la classe ouvrière contre la bureaucratie, son arbitraire, ses violences, ses privilèges, sa corruption. Il est très probable que sur la base des succès industriels et d'une certaine augmentation du standard de vie des masses, tout au moins de ses couches supérieures — augmentation extrême en retard sur la croissance industrielle —, l'ouvrier soviétique, par ce côté, c'est-à-dire par la défense de ses intérêts économiques élémentaires, s'associera de nouveau à la lutte politique. Alors s'ouvrira, devant la Révolution d'octobre, une perspective de régénérescence. N. MARKINE.

La défense inconditionnée des conquêtes de la révolution d'octobre en U.R.S.S., minées par la politique criminelle de la bureaucratie soviétique, ne peut être assurée que par les méthodes de la révolution prolétarienne mondiale, ce qui implique la lutte de classe mondiale sous le drapeau de l'internationalisme intégral, expurgé de toute déviation social-patriote ou xénophobe, et en même temps la lutte pour démasquer la bureaucratie stalinienne qui ne se maintient au pouvoir en U.R.S.S. que par la persécution des révolutionnaires prolétaires.

4. Le régime du nouveau parti sera le centralisme démocratique, c'est-à-dire la libre discussion en vue de la fixation de l'orientation politique du Parti, l'élection des dirigeants de la base au sommet, et dans l'intervalle des congrès, l'exécution des tâches sous la responsabilité du C.C.

Le Parti Révolutionnaire, en butte aux coups de la répression bourgeoise, et dans l'obligation de poursuivre dans l'armée sa propagande systématique, doit adapter son organisation à la double nécessité de combiner l'action légale et l'action illégale, selon les circonstances concrètes.

5. Le Parti Révolutionnaire propose le régime unique d'organisation à organisation à toutes les organisations prolétariennes, sans abandonner la moindre liberté de critique dans l'action commune.

Le Parti démontrera aux militants révolutionnaires du P.S. et du P.C. l'impossibilité de conquête de la majorité dans ces deux partis, étant donné leur régime intérieur et leur politique. Il démasquera impitoyablement les leaders de gauche qui s'inscrivent les couvertures des leaders social-patriotes.

6. Le Parti Révolutionnaire participera ouvertement et systématiquement à toutes les luttes économiques des ouvriers et aux grèves en particulier. Il participera au soutien et à l'organisation dans le mouvement syndical d'une tendance révolutionnaire, pour le renversement de la direction de collaboration de classe.

7. Les marxistes révolutionnaires doivent démontrer la faillite irrémédiable des II^e et III^e Internationales, l'impossibilité de tout redressement (conquête de la majorité) de leurs partis ; rompre avec toute politique d'illusion et de capitulation devant la vague social-patriote et la persécution par les appareils des militants révolutionnaires.

Les marxistes révolutionnaires doivent travailler ouvertement et systématiquement à la création de la IV^e Internationale et de ses sections, et rompre avec toute tentative de constituer des formations centristes intermédiaires qui ne peuvent que freiner le développement des ouvriers sur la plateforme marxiste révolutionnaire.

8. La situation française se caractérise d'une part par l'évolution à droite des dirigeants du Front Populaire, qui freinent la lutte, d'autre part par l'évolution vers la gauche des masses ouvrières (Brest-Toulon — grèves contre les décrets-lois). Le problème consiste pour les révolutionnaires à permettre aux masses de créer leur propre direction. La propagande et la création systématique des comités d'action élus par la masse à partir de chaque circonstance de lutte est un des mots d'ordre les plus importants de la situation.

Signé : Le Bureau Politique du Groupe Bolchevik-Léniniste. Le Bureau Politique des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.

APRÈS L'UNITÉ SYNDICALE

Pour l'organisation des révolutionnaires

La « vieille C.G.T. » se reconstitue. Les fusions syndicales de base sont effectives chez les fonctionnaires, dans les services publics, chez les dockers, les cuiriers et peaux, etc... Là, elles ont été couronnées par les Congrès fédéraux de fusion.

Tous les débats des assemblées syndicales de fusion se déroulent autour de la question des incompatibilités (sur laquelle nous avons déjà donné notre point de vue) et sur la non-réglabilité des fonctionnaires syndicaux appointés.

De l'orientation des organisations fusionnées il n'en est guère question.

D'un commun accord, les bureaucraties de la C.G.T. et ceux de la C.G.T.U. ont su éviter la discussion sur ce problème essentiel, en délimitant nettement leurs désaccords. C'est ainsi que les questions des incompatibilités et de la non-réglabilité qui auraient dû se poser en fonction de l'orientation, ont été mises en vedette pour occuper tous les débats.

Et les appointés des deux C.G.T., toujours d'un commun accord, tendent tous leurs efforts pour faire approuver leurs accords de sommets et pour que la discussion des mandats de la base soit bien cloisonnée et ne s'évade pas des limites tracées par eux.

Evidemment, nos bureaucrates appointés, réformistes et stalinien, peuvent dire: Nous laissons une libre démocratie puis-que nous soumettons à l'appréciation des syndicats ces questions fondamentales sur lesquelles nous n'avons pu nous entendre.

Tel est le contenu essentiel des débats. Et au travers de ces débats, apparaît nettement le véritable caractère des accords de sommets: la lutte pour l'obtention maximum, de part et d'autre, de postes permanents rétribués.

Mais la manœuvre bureaucratique ren-contre des écueils dans les syndicats de l'industrie.

La direction stalinienne de la C.G.T.U. a bien accepté, pour les fusions, la structure cloisonnée de la C.G.T., qui correspond à la politique de collaboration des classes des dirigeants réformistes.

Les bureaucrates unitaires appointés ont bien accepté que les cotisations spéciales pour les chômeurs ne soient pas résolues à l'échelle fédérale pour en rejeter la charge sur les syndicats.

Seulement des difficultés surgissent: les ouvriers unitaires du bâtiment, de la métallurgie, n'acceptent pas les statuts des syndicats correspondants de la C.G.T., ce- pendant que les permanents confédérés de ces syndicats, forts de l'accord de som- mets confédéraux, maintiennent leur in- transigeance.

Ainsi dans les branches de la production les plus décisives pour les luttes prolé- tariennes, les ouvriers révolutionnaires sont mis en demeure de capituler devant les exigences réformistes, par la trahison de leurs intérêts de la part de ceux qu'ils considèrent encore comme des chefs ré- volutionnaires, les Frachon, Racamond, Monmousseau, valets de la politique sta- linienne.

Les ouvriers du bâtiment, de la métal- lurgie doivent tenir fermes et ne pas en- traîner la capitulation de leurs dirigeants traités aux intérêts du prolétariat.

Les fusions syndicales constituent la meilleure démonstration de notre appréci- ation, énoncé par les B. L. depuis des mois, du caractère de l'unité syndicale qui se réalise.

La déclaration de Staline qui comprend et approuve pleinement la défense natio- nale de l'impérialisme français, avait si- gné pour les révolutionnaires l'acte de décès de la III^e Internationale.

La politique poursuivie par les bureau- crates stalinistes du P. C. et de la C. G. T. U. au sein du Front populaire et du mouvement syndical suit la ligne tracée par l'accord Staline-Laval.

Ce large courant unitaire qui traverse les masses ouvrières est exploité à fond par ces dirigeants faillis pour camoufler leur politique de faillite.

N'avons-nous pas vu, au Congrès de fusion des syndicats des Alpes-Maritimes à Nice, un Racamond décerner un brevet de probité (I) et d'honnêteté (II) à son collègue Léon Jouhaux...

Et des ouvriers révolutionnaires peu- vent encore croire à une manœuvre habile des « chefs communistes » ?

Les B. L., tous les révolutionnaires, ont de lourdes responsabilités devant le pro- létariat français et mondial.

C'est eux qui ont à lutter contre la tra- hison, ouverte des stalinistes. C'est à eux de dénoncer la collusion Racamond-Jou- haux, expression de l'accord de deux po- litiques, dont une, celle des Racamond, a rejoint et renforcé celle que mène depuis 1914 Léon Jouhaux.

C'est aux B. L., à tous les révolution- naires de démontrer, d'expliquer patient- ment, constamment, avec fermeté, le ca- ractère de trahison que constitue l'orien- tation imprimée au mouvement syndical.

Mais c'est aussi aux B. L. d'entraîner tous les révolutionnaires des syndicats pers l'organisation, la coordination de leurs efforts que grandisse, se développe, le courant révolutionnaire dans les syn- dicats.

Les difficultés sont grandes. Mais les ré- volutionnaires doivent savoir adapter leur lutte à toutes les conditions que leur im- pose la lutte de classes.

Dans cette période des fusions, les ré- volutionnaires ont fait déjà enclencher leurs voies.

Ils ont effectué un premier rassemble- ment et lancé un journal L'Avant-garde syndical.

Là, nous avons constaté l'attention- nisme consciemment délibéré des militants

groupés autour d'une revue La Révolution Proletarienne. Charbit, Chambelland, qui en sont les leaders, dans les assemblées syndicales, se maintiennent dans une atti- tude réservée pour ne pas gêner les fu- sions. Ce qui se traduit par « ne pas gêner la cuisine des bonzes syndicaux ».

Dans leur revue, ils attaquent les uni- taires, pour défendre les conceptions ré- formistes de la structure syndicale. Vis-à- vis de la direction de la C.G.T. ils jouent un rôle analogue à celui de Marceau Pi- vert dans la S.F.I.O., ils servent de cou- verture gauche aux conceptions réfor- mistes.

Rien d'étonnant qu'ils n'aient pas ré- pondu aux invitations des militants révo- lutionnaires regroupés autour de L'Avant- garde syndicale qui, eux, mènent la lutte contre les deux bureaucraties alliées pour écouler la lutte révolutionnaire.

Les militants de la R. P. trouvent un appui dans les syndicats où nombre de camarades, d'accord avec L'Avant-garde syndicale pensent encore primée la lutte commune.

Cependant les B. L., les amis de L'Avant- garde syndicale, doivent poursuivre inlas- sablement leur action.

Ils doivent être les meilleurs militants de leur syndicat et ne pas croire que la lutte minoritaire ne revêt que le caractère parlementaire, elle est essentiellement la lutte pour entraîner le syndicat dans la lutte de classes. Les B. L. doivent y jouer un rôle décisif en se révélant les meil- leurs dans la lutte et en renforçant le nom- bre et l'activité des syndicats d'industrie

UNE LETTRE DE LA MURE

Faillite de la direction syndicale dans la grève

Grenoble, le 21 janvier 1936.

Hier, nouveau refus patronal devant le juge de paix de La Mure et les délégués syndicaux. Duguet, ex-unitaire stalinien, de la Fédération du sou-sol, a justement fait remarquer que les renseignements donnés par les patrons de Champel et de Marliave sur leurs bénéfices sont con- tradictoires: hier, ils donnaient le chiffre de 690.000 francs en 1934, alors que jusqu'à maintenant, ils ne parlaient que de déficit et situation catastrophique de la Compagnie. Mais Duguet n'a pas tiré devant les travailleurs, inébranlables dans leur volonté de lutte la leçon nécessaire: il faut exiger immédiatement le contrôle ouvrier sur la production et les affaires de la Cie.

Les chefs syndicaux qui dirigent la grève (tous ex-unitaires de la 3e période) s'affirment nettement réformistes.

Ils glorifient devant les grévistes le ouvrier et accablent de toutes leurs for- cules, la dignité raisonnable de la classe ce la confiance dans le Front populaire radicalisant. Sous leurs auspices, les élus du Front populaire se réunissent et prient respectueusement (sic) MM. les Ministres d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour amener la fin rapide du conflit en priant (resic) la Cie des mines de La Mure de revenir sur ses décisions... etc.

Si l'étouffoir stalinien-radical continue à annihiler le souffle de combat qui soulève légitimement les gueules noires de La Mure, la grève court à l'épuisement dans la misère et la capitulation.

Il est temps de réagir vigoureusement. Que notre cri d'alarme atteigne l'ensemble des mineurs du pays et la classe ouvrière tout entière.

Exigeons dans nos syndicats, nos partis et organisations prolétariennes, la solida- rité avec les grévistes, et la lutte directe qui s'impose pour étendre le conflit dans tous les bassins miniers par les grèves de solidarité pour le contrôle ouvrier sur la production.

Obligeons à la base les dirigeants syn- dicaux à la lutte vigoureuse par l'organi- sation des piquets de grève, pour l'édu- cation révolutionnaire des masses grévis- tes qui doivent élire leurs comités de com- bat du Front populaire.

Une réunion publique du groupe de Villeurbanne

D'une lettre du groupe de Lyon :

Nos groupes G.B.L. et J.S.R. sont en plein développement et progressent régu- lièrement. Une première réunion publi- que avec les camarades Colliard et Ber- ger de Lyon le mercredi 15 janvier au café Duffaur, place Grand-Clément, où furent développés nos principaux points politiques concernant le Front populaire éventualité de la guerre, et la nécessité d'un nouveau parti révolutionnaire d'a- vant-garde et de la 4^e Internationale furent très applaudis. Nous avons fait trois nouvelles adhésions. A cette réunion con- tradictoire les communistes brûlèrent par leur absence, leur position réformiste et d'abandon de toute action révolutionnaire n'est guère défendable, malgré qu'ils cher- chent à faire croire aux masses que leur recul et leur reniement du passé ne se- rait qu'une tactique habile...

Nous saurons montrer aux masses que cette tactique est fautive et mène à la dé- faite certaine, au profit du fascisme. Ouvriers, employés, artisans et petits com- merçants venez lutter dans nos rangs pour la Révolution !

Une entreprise de division et de confusion

A propos du journal « La Commune » et des G. A. R.

De nombreux camarades qui, sans être adhérents au G. B. L., sympathisent avec notre G. B. L. et avec son organe La Vérité, nous ont déclaré être particulièrement surpris, par le fait qu'à un moment déci- sif, pour le regroupement révolutionnaire et la vie du G. B. L., il ait pu se trouver des gens pour construire brusquement, à côté de leur propre organisation, un autre groupe et un autre journal. Pour sa part, le G. B. L. a tout fait pour éviter cette en- treprise de division, et nous avons même envisagé avec les déserteurs certaines me- sures de conciliation dans le cadre de la discipline du G. B. L. qui ont été trahies par eux.

L'hypothèse que cette entreprise ne pouvait être qu'une entreprise de confu- sion et de division portant directement ses coups au G. B. L. a été entièrement vé- rifiée par les faits.

En fait, toutes les fois qu'elle s'est ma- nifestée, La Commune a agi contre le G. B. L. Par exemple au Congrès des J.S.R., La Commune a tenté en faisant bloc avec les Jeunes sapistes aujourd'hui à l'ombre du C. N. M. de Lagorgette, d'empêcher la collaboration du G. B. L. et des J.S.R. sur le plan du journal Révolution. Parmi les trois porte-parole de La Commune, à ce congrès, deux sont déjà passés du côté de la bureaucratie social-démocrate, l'autre a réintégré le G. B. L.

Un deuxième exemple: partout où La Commune a tenté de s'imposer comme journal, ce fut pour agir au détriment de La Vérité, de Révolution, donc en défini- tive pour saboter les principaux moyens d'expression du G. B. L. et des J.S.R., à un moment critique.

Ajoutons pour être complet que, dans ces quelques semaines d'existence, La Commune a constamment varié de « pro- gramme ». Constitué sur la base de quatre ou cinq mots d'ordre, sans contenu, dé- tachés de tout programme, elle a lancé divers appels par « les G. A. R. », de con- tenu politique variable chaque semaine ainsi que cela résulte de la lecture. En dernier lieu, elle a pillé quelques textes dans La Vérité et dans un Bulletin théori- que, et prétend les éditer sous le signe des Editions pour la IV^e Internationale. Elle annonce une revue, La IV^e Internationale. Nous ne mettons pas en doute les capaci- tés matérielles de tel membre de La Com- mune, Molinier, pour éditer « une revue théorique », ou pour se livrer à toute au- tre entreprise de nature à accroître la confusion et à couvrir sa propre faillite, et à porter atteinte au G. B. L.

Nous tenons simplement, avant de pas- ser à l'examen de la « politique » de ces ex-B. L., à donner une explication de ces variations.

Comment ces ex-B. L. qui se sont dé- tachés de leur organisation, la seule qui lutte pour la IV^e Internationale, pour se mettre à parité avec une minorité (la mi- norité de Front social), sur la base de quelques points indéterminés, et en de- hors des positions réelles de la IV^e Inter- nationale, comment ces ex-B. L. viennent- ils maintenant nous parler de la IV^e Inter- nationale ?

L'explication est simple: parce qu'ils sont maintenant entièrement libres de toute attache avec quelque tendance que ce soit. Ils peuvent parler de tout et du reste. La minorité de Front social les a lâchés. La Commune, partie à la conquête des masses et des minorités révolutionnai- res, ne se compose plus que de quelques transfuges du G. B. L. qui ont encore quel- ques souvenirs de la IV^e Internationale, et qui pour conserver quelque crédit se cou- vrent du drapeau de l'organisation qu'ils ont poignardé à un moment décisif. La Commune a caché sa déroute en ne pu- bliant plus les signatures des responsa- bles.

D'ailleurs, parmi les huit ex-B. L. signa- taires de La Commune, les rangs s'éclair- cissent: le camarade Van vient d'annon- cer qu'il se retirait de La Commune, Mo- linier préfère « bluffer » que d'annoncer tous ces faits aux quelques lecteurs de La Commune.

Voyons maintenant « le programme » de cette nouvelle tendance, car enfin, si ces ex-B. L. ont fait un groupe et un jour- nal en dehors de leur organisation, ils doivent avoir agi ainsi pour apporter au monde quelque révélation qui se trouve incluse dans leur programme. Malheureu- sement, le « programme » de La Commune est un véritable mystère; il faut le cher- cher, parmi les quatre ou cinq points variables dont parlent les divers appels que contient ce journal, chaque semaine, tantôt comme plate-forme de La Com- mune, tantôt comme plate-forme des G. A. R.

La Commune s'était tout d'abord an- noncée sans programme, et en dehors de toute organisation, comme une entreprise anonyme. Puis, elle a lancé un appel con- tenant quelques mots d'ordre: pour la milice, pour le défaitisme, pour le gouver- nement ouvrier et paysan, pour le parti révolutionnaire. Aucun contenu politique n'était donné à ces mots d'ordre ainsi détachés et alignés. Ils n'étaient reliés, ni à aucune organisation, ni à aucun pro- gramme fondamental, puisque les initia- teurs avaient cru utile de rompre avec le programme fondamental et l'organisation B. L.

Que pouvait-on dire? Ces anciens B. L. se nourrissent encore de mots d'ordre dé- tachés du programme de l'organisation qu'ils ont quittée pour faire un nouveau groupe et un nouveau journal. Mais cela ne résolvait pas le mystère, à savoir: quel peut bien être le programme de ces an- ciens B. L. ?

La vérité est qu'ils n'en avaient pas et qu'ils n'en ont pas. Cette constatation per-

met de donner la première et principale caractéristique de l'entreprise: il s'agit de transfuges du G. B. L., qui ont voulu faire un « journal de masses ». Ils ont rompu avec leur organisation et son pro- gramme fondamental.

Leur « journal de masses », détaché de leur organisation et de son programme, se couvre de quelques mots d'ordre pillés ici et là. Tel est le mépris de l'organisa- tion et le mépris du programme, la prin- cipale caractéristique « petite - bour- geoise » de La Commune; conçue à la manière antimarxiste d'une entreprise journalistique ordinaire reposant sur quelques bonnes volontés, sur quelques « idées », et surtout sur quelque argent.

L'expérience a aussi prouvé que ce « journal de masses » n'exprimait en rien, contrairement à Révolution (reportages sur les grèves de Marseille, La Mure, etc...), le mouvement de lutte des masses.

Que peut signifier la « fusion », propo- sée au nom de cette absence de progra- me et d'organisation, dont parle La Com- mune? Une simple tentative de couvrir la faillite. Les B. L. et les J.S.R. sont disposés à la fusion, mais avec des organisations responsables et sur la base non de quel- ques mots d'ordre sans contenu, mais du programme marxiste. Or, La Commune ne représente aucune organisation, ni aucun programme. On ne fusionne pas deux journaux, mais deux organisations sur la base d'un programme fondamental, quand ce programme est commun. On dira (et nous en arrivons à sa seconde principale caractéristique): sans doute Molinier et Cie n'ont ni programme, ni organisation, mais « ils veulent de l'action ». C'est pourquoi ils constituent ce qu'ils appel- lent les Groupes d'action révolutionnaire. Soit, mais que sont ces Groupes d'action révolutionnaire dans la mesure où ils existent ?

Nous laissons de côté un fait: de bons camarades venus du P. S. peuvent s'être laissés entraîner dans ces G. A. R. Nous nous efforcerons de les convaincre de la nécessité de se regrouper non « pour l'ac- tion » sur la base de quelques « points » d'ailleurs variables, mais pour l'action révolutionnaire dans toute la situation, sur la base d'une organisation responsable et d'un programme fondamental. Ne retenons pour l'instant que ce fait: ces Groupes d'action révolutionnaire ont été constitués par des ex-B. L., qui sont entiè- rement responsables de la constitution de ces organismes dans les deux quartiers où ils existent (19^e, Clichy). Notre critique des G. A. R. vise les ex-B. L. responsables de leur constitution, et qui se sont d'ailleurs, pour ce faire, réclamé du G. B. L. qu'ils avaient abandonné et trahi. Or, quelles sont les caractéristiques politiques de ces G. A. R. ?

Relisons les divers appels. Nous consta- tons que tantôt les G. A. R. ne sont « sous la dépendance d'aucun parti, d'aucune tendance, d'aucune franc - maçonnerie d'amitié ou d'influence » (sic), que tantôt ils sont « les moteurs d'embryons » (sic) pour un Parti.

Que veulent-ils? Voici la réponse: « Le G. A. R. est un groupement de camarades d'accord sur une base minimum d'action et qui veut agir vite et fort. » Dans la mesure où les G. A. R. peuvent être considérés comme « un moteur d'em- bryon du Parti » et non comme un grou- pement « sous la dépendance d'aucun parti, d'aucune tendance », qui veut « agir vite et fort », quelles sont leur programme pour le nouveau Parti? Le voici: « Méfiance dans l'unité organi- que. » « Nous voulons, nationalement et internationalement, l'unité révolutionnaire du prolétariat. »

Les divers appels des G. A. R. se suffi- sent à eux-mêmes, pour qu'on puisse défi- nir le G. A. R. comme un organisme indé- terminé et confus, constitué sur une ab- sence de programme et d'objectifs ou sans autre objectif que quelques mots sur l'ac- tion. Pour que cette définition soit com- plète, il faut ajouter que cette confusion supplémentaire est apportée dans le mou- vement ouvrier par quelques ex-B. L. en déroute.

En conclusion: les faits ont parfaite- ment prouvé que La Commune n'était qu'une nouvelle entreprise de confusion et de division dans les rangs des révo- lutionnaires, à l'heure où s'abattent sur eux non seulement les sanctions de la bour- geoisie, mais les sanctions bureaucratiques des partis social-patriotes. A la con- fusion et à la division, nous opposons l'unité de tous les révolutionnaires sur la base de notre « Lettre ouverte » et du programme marxiste. S'il se trouve des ouvriers révolutionnaires, qui ne sont pas encore convaincus de la nécessité d'adop- ter ce programme, nous nous efforcerons de les en persuader, mais nous ne pren- drons pas l'initiative de créer des orga- nismes spéciaux du type G. A. R. destinés à accroître la division et la confusion, dans les esprits et dans les rangs des révolutionnaires.

Aux militants qui, sans vouloir adhérer à notre programme, et constituer avec nous le nouveau Parti révolutionnaire et la IV^e Internationale, manifestent cepen- dant de la sympathie pour nos mots d'or- dre et veulent nous aider, nos « Comités de Défense de Révolution » sont ouverts.

Mais nous ne prenons aucune responsa- bilité pour les salades politiques et orga- nisationnelles qui ont été confectionnées par quelques ex-B. L. en déroute, et qui en définitive ne peuvent que détourner de la voie marxiste de bons militants en pleine évolution, et les désorienter par la confu- sion, l'irresponsabilité, l'aventurisme.

Nous nous emploierons. B. L. et J.S.R., à l'éviter de toutes nos forces. ROUS.

La Fête de la Vérité a été un succès

La fête de « La Vérité » a connu cette année un succès plus grand encore que l'année passée. Elle fut en tout point réus- sie. C'est plus de 500 camarades qui avaient répondu à notre appel le 4 janvier. Le groupe « Mars » et tous les artistes rem- portèrent un succès mérité. Itkine, très ap- pialué, lut des poèmes de Malakov Sky et de l'Aragon de la Troisième Période, ainsi qu'un chapitre de Victor Serge sur Trotsky. Après la fête, on dansa jusqu'au matin. Bonne soirée qui a contribué à resserrer les liens au moment même où certains ca- pitulaient.

LISTE DES NUMEROS GAGNANTS DE LA TOMBOLA

Table with 5 columns of numbers: 4398 3550 697 11942 1039 1075 4269, 4500 1119 5017 5184 48 6028 3371, 950 10193 3330 790 839 5831 7062, 7467 2294 8767 7218 4786 5799 1123, 574 11755 2832 5932 4192 4500 476, 6669 4782 8542 4000 9204 8520 9341, 11926 10553 347 3863 7127 1040 4581, 10003 11568 681 3755 8491 2909 6487, 4596 3324 6541 7260 123 5719 5222, 4992 2150 2545 8057 1632 6198 9345, 105 2052 3505

P. S. — Réclamez les lots au bureau du journal ! Après le 15 février 1936, les bil- lets ne seront plus valables.

Un ordre du jour de la Section des J. S. de Loos

Dans sa réunion du 14 janvier, la sec- tion de Loos des J. S., après une assez longue discussion sur l'intervention de Léon Blum et des autres députés appa- rtenant au Front populaire à la Chambre le 6 décembre sur la dissolution des li- gues factieuses, a adopté l'ordre du jour suivant que la Vérité nous prie d'insérer :

Le groupe des J. S. de Loos s'élève contre les interventions le 6 décembre à la Chambre par des députés du Front popu- laire qui donneront confiance au gouver- nement Laval pour dissoudre les bandes factieuses, ayant conscience que cette po- litique conduit à la défaite le prolétariat d'Allemagne où les chefs prolétariats d'Allemagne ont intervenu contre les S.S. et S.A. d'Hitler, laissant ainsi le prolé- tariat dans l'illusion qu'un gouvernement capitaliste puisse dissoudre les bandes du capital.

La J. S. appelle les ouvriers à ne pas se laisser leurrer par les promesses de Laval, agent du grand capital, mais au con- traire se préparer à la lutte directe contre le fascisme.

Une pauvre réunion de la « Gauche Révolutionnaire »

A peine une centaine de présents à la réunion de la Gauche dite révolutionnaire, à la Mutualité.

Collinet touche à tous les problèmes ac- tuels posés au mouvement ouvrier.

Sa conclusion: le mouvement spontané des masses résoud le problème de la révolution.

Modiano lui succède pour parler du Front populaire, de la politique duquel il « dégage ses responsabilités ». Pour pro- poser quelle politique? Quel progra- me? On ne sait pas au juste. En tout cas, c'est un programme révolutionnai- re qu'il faut défendre... Devant la classe ouvrière? Non point. Dans la S.F.I.O., au sein de laquelle Modiano et les autres, avec à leur tête Marceau Piévert, sont com- plices de la politique des Paul Faure, Zy- romski, Blum.

Daniel Guérin fait un exposé documenté et vivant sur la lutte physique en Italie, en Allemagne. Les conclusions à tirer de ces expériences sont absentes.

Piévert clôture. Il déclare que si le parti et les jeunesse avaient eu un langage (sic) révolutionnaire, ils auraient évité ces scis- sions, c'est-à-dire que pour M. Piévert le langage suffit à éviter bien des petits en- nus.

Il a lui-même bien dégagé le véritable caractère de cette gauche révolutionnaire: avoir un langage révolutionnaire pour cou- vrir la politique de trahison dans l'union sacrée, la collaboration de classes des chefs S.F.I.O. dont aucun orateur n'a dit mot.

A signaler que la démocratie est gé- nante pour les dirigeants de la G. R. Ils ont refusé la parole à notre camarade Bardin qui voulait faire une déclaration au nom du G. B. L.

SUR DEUX REUNIONS

SAINT-DENIS

Les « Amis de la Commune » sont ve- nus constituer un GAR sur « 4 ou 5 points ».

Mais l'orateur, Molinier, n'a, dans son dis- cours, formulé que deux points. Le G. B. L. est venu affirmer, avec le camarade Rous, que nous ne prenons aucune responsa- bilité pour la constitution de ces organismes hybrides, qui sont à la fois des organisa- tions de masse sans masse, et des orga- nisations de parti sans programme. Il a in- vité les travailleurs de Saint-Denis à con- stituer un C.D.R. et à adhérer ou au G. B. L. ou aux J.S.R.

ARGENTEUIL

A Argenteuil, réunion publique pour le GAR de « la Commune ». Public extrême- ment restreint. L'orateur de « la Commu- ne », Molinier, a fait un exposé d'ensemble, en se réclamant de sa tendance (laquelle?), mais rien pour expliquer ce que sont les GAR, ni sur leur programme.

Au nom des J.S.R., le camarade Crai- peau a montré que le regroupement révo- lutionnaire ne pourrait se faire que sur un programme précis.

Parmi les contradicteurs, Vilatte, de la GR, a indiqué son désaccord avec ceux qui veulent constituer un nouveau parti.

Au nom du GBL le camarade Rous a cri- tiqué à la fois la conception de Vilatte et celle de Molinier.

SUR LA CHARTE D'UNITÉ DES PARTIS SOCIALISTES ET COMMUNISTES

Le marxisme et les programmes opportunistes

Où en sont les pourparlers sur l'unité organique, entre socialistes ou communistes ? Ces derniers mois, le rapprochement des « formules » se faisait tout seul. Avec l'approche des élections, les « formules » se sont éloignées... Gitton accuse Blum de ne pas répondre à ses propositions. Blum et Lebas déclarent que Gitton ne modifie pas son texte, la fusion n'est pas possible. Tout cela sert à justifier la division des partis devant les électeurs.

Si « l'unité organique » avait réellement pour but de permettre au prolétariat de passer à une étape supérieure de sa lutte, tous les événements actuels l'auraient poussée en avant, en auraient exigé la réalisation rapide : les grèves croissantes, le danger de guerre menaçant, la chute de Laval-Herriot, et mieux l'approche des élections.

Mais au contraire, au moment où le prolétariat veut avancer, MM. les chefs du Front populaire cherchent les formules les plus confuses et les plus contradictoires pour leur programme, et surtout ils ont bien soin que ces formules n'aient aucun contenu actuel, aucun rapport avec les luttes ouvrières présentes. Ainsi on amuse le tapis, et pendant ce temps Blum et Thorez assurent Flandin, Herriot et autres de leur bonno volonté.

La prise du pouvoir et l'insurrection
Examinons brièvement quelques-uns des points saillants des projets communistes ou socialistes.

Voici d'abord la question du pouvoir. Les communistes déclarent que le pouvoir doit être conquis « de haute lutte contre la bourgeoisie » et que le parti « ne saurait admettre en son sein une politique de collaboration avec la classe bourgeoise. Aucun de ses membres de peut participer à un gouvernement capitaliste ».

Le projet socialiste, dit « de conciliation et de synthèse », affirme à peu près la même chose : Le parti ne saurait atteindre son but « que par la conquête du pouvoir de haute lutte contre la bourgeoisie ». Le Parti « ne saurait admettre une politique de collaboration permanente et organique avec les partis bourgeois. Il ne saurait rechercher la participation au gouvernement dans la société bourgeoise ».

Première constatation : malgré les soi-disant différences de doctrines, les formules sont à peu près identiques, parce que la pratique actuelle de la S.F.I.O. et de la S.F.C. est la même. Or, cette pratique, c'est la collaboration de classes, dans le Front populaire : d'où les brumes dont s'entourent à dessein les formules choisies.

Pour Blum et Séverac, il n'y a rien là de très nouveau. Mais que dire des pseudo-communistes ? La conquête du pouvoir doit se faire de HAUTE LUTTE, dit-on. En reprenant cette formule littéraire de Zyromski, volontairement imprécise et générale, ont-ils oublié les enseignements élémentaires de Marx et de Lénine ? Ont-ils oublié que la lutte de classe pour la conquête du pouvoir amène obligatoirement à la lutte à main armée (insurrection), contre le pouvoir d'Etat ébranlé de la bourgeoisie ?

Engels avait déjà écrit que la révolution est l'acte par lequel une partie de la population impose à l'autre sa volonté par le moyen des baïonnettes. Toute l'expérience de Lénine et du bolchevisme apprend précisément l'impossibilité pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir, et de détruire l'Etat bourgeois, sans le recours aux armes, à l'action du peuple armé, et précisément à l'art de l'insurrection.

MM. Thorez et Cie, bien sanglés dans leurs jaquettes parlementaires, renvoient aujourd'hui l'insurrection rejoindre le pavé des cantonniers, illustré par Paul Faure. Ne faut-il pas se montrer bien sages vis-à-vis des radicaux et de la bourgeoisie libérale ?

Par cette renonciation totale, sur une question décisive, le P.C. est au fond passé sur les positions de flintsky et Blum, celles du réformisme démocratique, du crétinisme parlementaire, de l'abandon en fait de la révolution prolétarienne.

Dans ces conditions que signifient les formules rituelles contre la collaboration de classes ? Les chefs réformistes ne la pratiquent-ils pas depuis 20 ans tout en se prétendant partisans dans les phrases de la révolution prolétarienne ?

Les actes répondent. Blum, Zyromsky, Thorez et Cachin viennent de signer en commun avec le parti radical (Malvy, Herriot, Chautemps, Régnier et Cie) un programme économique et social (programme du Front populaire) qui, comme nous le montrerons facilement, ne peut apporter aux travailleurs que des accommodements. Oui ou non, ce programme commun où l'on n'ose pas se prononcer contre les décrets-lois, mais où on adopte la thèse de « l'humanisation » n'est-il pas un programme de collaboration de classes ?

Mieux : Laval démissionnant (sur la demande d'Herriot), que font Blum et Thorez ? Ils se déclarent prêts à soutenir (de toutes les façons qu'on voudra) un gouvernement « de gauche » (capitaliste et bourgeois, bien entendu !) à des conditions qui sont comme par hasard celles de M. Edouard VIII et de M. Eden, les pacifistes bien connus, c'est-à-dire la fidélité au pacte impérialiste de la S.D.N.

Du point de vue de classe, quelle différence y a-t-il, s'il vous plaît, entre la participation à un tel ministère ou son soutien ?

Il n'y en a aucune, sauf pour la subtile mathématique parlementaire de Blum.

D'ailleurs, le projet de Blum-Séverac dit que le Parti ne peut admettre « la collaboration permanente et organique » et ne saurait « rechercher » (!) la participation. O puissance des mots ! Si la collaboration est occasionnelle et en tout bien tout honneur, si la participation se trouve par hasard sur le chemin, alors, ça va ! Justement Laval vient de tomber, alors ça va — en tout bien tout honneur !

Le marxisme me repousse sur ce point aussi bien les formules de Blum que de Thorez. Nous affirmons que le pouvoir d'Etat doit être conquis par le prolétariat au moyen de la lutte de masses extraparlamentaire, y compris « la lutte ouverte à main armée contre le pouvoir d'Etat du capital » (1er Congrès de l'I.C.). Notre lettre ouverte apporte sur ce point une précision irréprochable (1).

ETAT ET DICTIONNAIRE DU PROLETARIAT

Mais par quoi sera remplacé l'Etat bourgeois ? Par la dictature du prolétariat ! rés bien, mais qu'entendez-vous par là ? Le projet socialiste répond qu'il s'agit d'une « période nécessaire pour briser la contre-révolution », une « étape indispensable vers la révolution sociale ». Ce serait, selon Marx, une « période de transformation révolutionnaire entre la société capitaliste et la société communiste ». Le projet communiste déclare que « pour battre la contre-révolution la dictature du prolétariat est indispensable » ; qu'il faut instaurer un « Etat assurant l'exercice du pouvoir au prolétariat » ; que « la dictature du prolétariat est le seul moyen d'arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme », etc...

Toutes ces formules décrivent en effet différents aspects de la dictature prolétarienne. Seulement il manque l'essentiel : comment cette dictature pourra-t-elle être instaurée si l'on renonce par avance, comme nous l'apprennent les textes des projets, à la lutte armée contre le capital ?

Dans une série de notes de Lénine, qui ouvrent le Tome XXV de ses Œuvres qui

viennent d'être publiées en français (p. 9) écrites en 120, on trouve la matière d'un enseignement vivant et complet sur ce point. Lénine écrit que la dictature prolétarienne est (après la prise du pouvoir), « un ensemble de formes nouvelles de la lutte de classes du prolétariat », qu'il ramène essentiellement à 5 :

- 1° Répression de la résistance des exploités (donc de la réaction militaire et du patron).
- 2° La guerre civile (donc armée, impitoyable, « sanglante et non sanglante », comme l'a écrit Lénine ailleurs).
- 3° « Neutralisation » de la petite bourgeoisie et de la paysannerie.
- 4° Utilisation de spécialistes bourgeois (techniciens industriels, militaires, « contraints à servir le prolétariat »).

Or, il est bien évident que cette dictature impitoyable de classe ne peut même pas être envisagée si le prolétariat n'a pas, auparavant, détruit l'appareil répressif et militaire de la bourgeoisie, désarmé tous les bourgeois, armé le prolétariat, en un mot renversé le pouvoir d'Etat bourgeois. De tout cela, les projets opportunistes ne nous disent rien !

A PROPOS DES SOVIETS

Les stalinien ont essayé de s'opposer sur ce point à Blum et Séverac. Ils leur demandent : Mais quelle forme, prendra cette dictature ? Blum et Séverac n'en soufflent mot, en effet, car ils imaginent difficilement autre chose que le Parlement bourgeois, la pseudo-démocratie du suffrage universel. Thorez et autres répondent alors, triomphants, que la forme concrète sera constituée par les Soviets, les Conseils d'ouvriers, paysans, soldats et marins.

Malheureusement, aussi dans cette question, ils falsifient complètement les leçons de l'expérience marxiste internationale.

Dans leur projet, ils écrivent : « A l'Etat actuel et à ses organes seront substitués les organes de la véritable démocratie : les Soviets ou Conseils du Peuple ». La Chambre, ajoute-t-on, « sera remplacée par le Comité exécutif des Conseils du Peuple ». Autrement dit, c'est APRES la prise du pouvoir que les Soviets seront substitués aux organes de l'Etat actuel.

Il y a là une méconnaissance complète de la façon dont les masses ouvrières conquièrent le pouvoir et instaurent leur dictature, en créant au sein même de l'Etat bourgeois, et en lutte contre lui, leurs Soviets, ou Soviets. Les Soviets ouvriers ne seront pas des organes que l'on substituera, après la prise du pouvoir, aux institutions capitalistes. Ils doivent être, avant, les organes des masses dans leur lutte pour le pouvoir.

Les Soviets ne sont pas un mot magique, une institution dont la forme est délimitée abstraitement à l'avance, et que l'on instaurera, après la prise du pouvoir, « seulement, pour obtenir une représentation démocratique des masses travailleuses ».

Si les Soviets ouvriers ne se créent pas au cours de la lutte contre le capitalisme, il ne sera pas possible d'entraîner les masses à la lutte pour le pouvoir, de leur permettre de créer elle-même l'instrument du renversement de l'Etat bourgeois.

Un programme vraiment marxiste devrait dire clairement : 1° pour lutter contre le pouvoir d'Etat capitaliste, la classe ouvrière doit se grouper en « Conseils » élus par la masse. Ces Conseils doivent s'opposer aux organes de l'Etat bourgeois, lui arracher, lui disputer le pouvoir, guidés et dirigés par le parti. 2° Les Conseils

s'efforceront de concentrer entre leurs mains, au cours de la crise révolutionnaire, tout le pouvoir (exécutif, législatif, judiciaire). Ils seront l'appui enraciné dans les masses, de l'insurrection prolétarienne. 3° Après la victoire, leurs objectifs et leurs méthodes de lutte se transformeront, selon les nécessités nouvelles de l'instauration de la dictature prolétarienne.

Le projet « communiste » ne dit rien de tout cela. Il abandonne la leçon fondamentale de la leçon d'Octobre : la concentration des forces dans la période de « dualité de pouvoir » qui précède et accomplit la Révolution. Il se borne à une querelle complètement abstraite et académique avec la S.F.I.O. sur les formes que pourra prendre la dictature prolétarienne après la prise du pouvoir.

Il y a à cela des raisons, bien faciles à comprendre.

D'abord, le P.C. veut faire approuver la formule des Soviets, uniquement pour obliger les socialistes à se prononcer sur le caractère de classe de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui. Mais en France, où ils soutiennent ouvertement le parlementarisme pourri et décadent, où ils ne cherchent même pas réellement à constituer des comités de masse comme base du Front populaire (cela leur est impossible à cause de leur liaison étroite avec la direction du parti radical), ils ne veulent pas que soit posé immédiatement le problème des Soviets ouvriers. Or, c'est précisément dans une période de profond bouleversement économique et social, de lutte de classe massive, d'ébranlement de l'appareil d'Etat bourgeois, que peut et doit se poser le problème des Soviets prolétariens !

D'autre part, il faut souligner que la formule des Soviets ne constitue pas par elle-même une garantie. En Allemagne existèrent en 1919 des Soviets. Mais les social-démocrates s'efforcèrent précisément de les « domestiquer », d'atténuer leur opposition à l'Etat des exploités (même démocratiques, et social-démocratiques), et ils réussirent. Hilferding exposa même un projet de Constitution où le Reichstag et les Soviets se trouvaient combinés, pour le plus grand bien du capitalisme allemand. (2)

Enfin, il faut ajouter qu'en U.R.S.S. existent aussi actuellement des « Soviets ». Mais ces Soviets ne sont plus des organismes de classe, malgré leur nom. Ils ne sont que les cadres grâce auxquels la bureaucratie soviétique appuie son pouvoir sur les masses. Ils ont dégénéré dans leur fonction. Ce qui prouve que la formule ne signifie rien sans le contenu. La réaction capitaliste et impérialiste est tout aussi capable de diriger l'Etat sous le couvert de la « démocratie ». N'est-ce pas précisément ce rôle que jouent les Herriot et les Blum ?

Quel pitoyable programme que ce programme communiste où la question des Soviets est ramenée au rôle banal d'une simple « substitution » à l'appareil de la démocratie bourgeoise ! D'ailleurs le problème du rôle des Soviets ouvriers avant, pendant et après la prise du pouvoir est bien loin d'épuiser la question. Il faudrait examiner (et notre programme n'y failira pas) la fonction des Soviets dans le Front unique de la classe ouvrière, et leurs rapports avec les partis réformiste et révolutionnaire...

Dans son texte du 26 novembre, pas plus que dans celui du 21, la S.F.I.O. n'a envisagé comment les organismes de la dictature prolétarienne pouvaient sortir

de la société capitaliste actuelle. Par conséquent, ils n'en disent ni plus ni moins que les stalinien.

Cependant, dans le texte du 26 novembre, les socialistes n'ont pas voulu non plus se prononcer même sur la forme que prendrait, après la Révolution, la dictature du prolétariat, qu'ils reconnaissent en parole et sabotent en fait. Ils écrivent que chaque révolution « a sa puissance créatrice originale ». « Des différences existent, disent-ils, entre la Commune de Paris de 1871, les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats de la Révolution russe et de l'Europe centrale, les Comités révolutionnaires des Asturies ».

Mais une brève analyse aurait mieux fait notre affaire. Ces trois Révolutions ont eu des caractères bien différents, mais (à l'exception, dans une certaine mesure, de la Commune de Paris) elles ont toutes fait du prolétariat utiliser les méthodes de l'insurrection armée, appuyée sur des organismes de masse des ouvriers. Que Blum et Séverac donnent ces exemples à l'appui de leur conception bourgeoise-parlementaire, quelle dérision !

Nous verrons ensuite que les autres parties des projets (sur la guerre, l'Internationale, ou le régime du parti) ne valent pas mieux.

PIERRE NAVILLE.

On pourrait objecter qu'en mai-juin 1917 Lénine préconisait le passage « pacifique » du pouvoir entre les moins des Soviets. On pourrait dire qu'en Hongrie, en 1919, la démocratie petite bourgeoisie transmet le pouvoir pacifiquement à la social-démocratie de gauche et aux communistes.

Mais qu'a démontré l'expérience ? En Russie, les Soviets conciliateurs (dirigés par les mencheviks et socialistes révolutionnaires) furent impuissants (et leurs dirigeants même complices de fiendiski) ; c'est seulement sous l'impulsion croissante des bolcheviks que les Soviets prirent en mains les tâches de la défense armée contre l'Etat, et son renversement effectif. En Hongrie, le glissement « légal » du pouvoir fut justement l'une des causes de l'échec prolétarien : les tâches de la dictature (appui des paysans en particulier) furent négligées. Le Parti communiste resta pénétré de contradictions centrées.

(2) L'ancien programme du P.C. allemand s'exprime ainsi sur la question des Soviets :

« La création des Conseils ouvriers et leur transformation en instrument de pouvoir, transformation qui les rend capables de renverser et de remplacer la démocratie bourgeoise, ne peuvent résulter d'un seul et même acte. Les Soviets ouvriers ne peuvent se former qu'au sein de la démocratie bourgeoise même. Quels que soient leurs noms, leur forme, leurs buts primitifs, ils se forment comme organes permettant à la classe ouvrière de vaincre ses divisions intérieures et d'entrer en bataille en tant que classe unique et effectivement... C'est ainsi qu'entre la démocratie bourgeoise et la République des Conseils s'étend nécessairement une période pendant laquelle les Soviets ouvriers et l'Etat bourgeois existent côte à côte et luttent pour le pouvoir politique (gouvernement dualiste)... Les Soviets ouvriers symbolisent le processus de séparation du prolétariat avec la bourgeoisie et de leur opposition de classe, processus qui se poursuit en largeur et en profondeur dans les masses prolétariennes, et ils montrent en même temps la désaffection de la classe ouvrière pour ses chefs politiques liés étroitement avec la bourgeoisie ».

Nous renvoyons en particulier les camarades au chapitre « La dualité de pouvoirs », dans l'Histoire de la Révolution russe de Trotsky, ainsi qu'aux textes fondamentaux des premiers Congrès de l'I. C.

La vie du G. B. L.

COMPTE RENDU

DU COMITE CENTRAL ELARGI

Le C.C. élargi aux membres de la province s'est tenu le 12 janvier.

Il a d'abord réglé la question de La Commune. Les huit B.L. qui avaient pris l'initiative, avec Molinier, de faire un journal et un groupe en dehors de leur organisation ont été convoqués pour se voir demander de cesser leur entreprise confusionniste et anti-G.B.L. Ils ont refusé de répondre sur la question de l'abandon de La Commune, et ont fait une déclaration équivoque.

La résolution d'exclusion a été votée par 15 voix contre 2 à une motion prononçant la suspension, dans l'hypothèse non réalisée de l'abandon complet de La Commune.

Unanimentement, le C.C., au cours de la discussion politique, a condamné le confusionnisme de La Commune.

Le rapport politique qui a été édité depuis et adressé aux groupes pour discussion pose la question du nouveau Parti révolutionnaire, de son programme politique, de sa préparation organisationnelle.

La Lettre ouverte pour le Parti révolutionnaire a été également discutée, et une commission nommée pour la mettre au point.

Le C.C. a également discuté du rapport syndical.

Il a pris diverses résolutions pratiques concernant les C.D.R. Il a décidé de remettre en discussion les documents programmatiques, la IV^e Internationale et l'U.R.S.S., la IV^e Internationale et la guerre.

REUNIONS

C.C. — La prochaine réunion du C.C. aura lieu dimanche 2 février, à 2 h. 30, au local. Confirmation par convocation.

B.P. — Réunion hebdomadaire, mardi, 7 h. 30.

PERMANENCE

Le Bureau d'organisation (Bardin, Clair, Rous) se tient en permanence tous les soirs, à partir de 7 h. 30, au local.

Les secrétaires de groupes doivent passer régulièrement à cette permanence pour donner un compte rendu d'activité, prendre des instructions ou des circulaires, demander des orateurs pour leurs réunions.

Ils doivent faire connaître les convocations pour leurs réunions en vue de leur insertion dans Révolution et dans La Vérité, et de leur affichage au local.

Prière aux groupes et isolés de province de noter la nouvelle permanence de l'organisation : Editions Populaires, 15, passage Dubail (54, boulevard Magenta).

TRESORERIE

Tous les groupes de province sont priés de se mettre immédiatement en rapports avec le trésorier, Bardin, pour les cotisations et pour le timbre de La Vérité.

DOCUMENTATION

DU SECRETARIAT INTERNATIONAL
Le S.I. a édité, outre son Bulletin intérieur (Lettre de Crux sur le bilan de l'action dans la S.F.I.O.), une documentation sur la situation française de juillet à novembre. Demander ces documents à l'adresse de l'organisation. Passer au local.

“ REVOLUTION ”

Très important. — « Révolution » ne paraît pas, un gros effort a été fait, il faut encore se mobiliser pour que le journal paraisse hebdomadairement et régulièrement. Le n° 23 paraîtra vendredi 31 janvier.

C.D.R. — Noter que les cartes et les timbres des C.D.R. sont édités. Les demander au local du journal. Responsable : Sabas.

FONDS DE PROPAGANDE

Le C.R. et le Bureau d'organisation mettent au point un plan de propagande. La difficulté principale réside dans l'absence de ressources financières. Chaque groupe doit collecter pour réunir un fonds de propagande, qui permettra l'édition d'affiches et de tracts. Il nous faut 3.000 francs dans quinze jours.

REUNIONS D'INFORMATION

Chaque groupe B.L. doit préparer dès cette semaine par les moyens indiqués dans la circulaire concernant la question, une réunion d'information pour la discussion de notre Lettre ouverte pour le nouveau Parti. Les secrétaires de groupe de la R.P. doivent passer à la permanence dès lundi à ce sujet.

LE CONGRES SOCIALISTE

Le G.B.L. a mis au point une motion reprenant l'essentiel de son programme d'action en vue d'être présenté au Congrès S.F.I.O. Cette motion a été distribuée à la récente assemblée d'informations socialistes. Nous en tenons d'autres exemplaires à la disposition des militants à notre permanence. Tous les camarades conscients de la nécessité de bâtir une avant-garde face aux directives social-patriotes Blum-Paul Faure, doivent se regrouper autour de la motion du G.B.L.

BULLETIN INTERIEUR

Il reste encore au local quelques exemplaires du Bulletin intérieur n° 11, ainsi que le Rapport politique.

REGION PARISIENNE

1. Assemblée générale réservée aux questions des jeunes, samedi 1^{er} février, au local, à 20 h. 30.
2. Groupe 4. — Mercredi 29 janvier, lieu habituel, à 21 heures.
3. Groupe 5. — Lundi 27 à 21 heures, 22, rue Saint-Ambroise.

Note aux groupes

Trésoriers de groupe passer au local le samedi de 17 à 19 heures, à la permanence de la trésorerie régionale. Avant la fin du mois de janvier toutes les cotisations doivent être à jour.

Secrétaires de groupe prendre au local la circulaire régionale.

REUNION DU COMITE REGIONAL

Mercredi 29, à 19 heures, le C.R. se réunira pour mettre au point un plan de campagne pour la Région parisienne, conformément à la dernière circulaire. Doivent assister à cette réunion tous les secrétaires de groupe. Tous les membres du C.C. disponibles doivent assister cette réunion.

Pour 1936 :

N'OUBLIE PAS DE RENOUELER TON ABONNEMENT A « LA VERITE ».

ENVOIE-NOUS DES NOMS D'ABONNES POSSIBLES.

CONVOICATIONS

J.S.R. 12^e. — Vendredi 24 janvier, réunion de la Cellule Ledru-Rollin, au 79, rue du Faubourg-Saint-Antoine, à 21 heures précises.

J.S.R. 1^{er} RAYON. — Vendredi 31 janvier, réunion du Rayon au 79, rue du Faubourg Saint-Antoine, à 21 heures précises. J.S.R. REGION EST, 2^e RAYON. — Celules du 11^e, réunion mercredi 29 janvier, à 20 h. 45, au 22, rue Saint-Ambroise.

COMITE DE DEFENSE DE REVOLUTION DU 18^e. — Réunion publique samedi 25 janvier à 20 h. 30, au 40, rue Du-hesme

BULLETIN de la L. C. I. (B.-L.) édité par le Secrétariat International (décembre 1935).

AU SOMMAIRE :

Appel du Parti Ouvrier des Etats-Unis au sujet de la guerre italo-éthiopienne. — L. Trotsky : L'Indépendant Labour Party et la lutte pour la IV^e Internationale. — L. Trotsky : Sectarisme, centrisme et IV^e Internationale ; le Congrès du R. S. A. P., Hollande ; la Situation à Cuba ; le S. A. P., bonne à tout faire ; Notes sur le N. A. P. et M. M. D. A. S. (Norvège). — J.-P. Martin : Les Maximalistes italiens et le Bureau de Londres ; Notes sur le Brésil et l'Argentine ; Fin de l'article sur les Armées Rouges.

PRIX : 1 fr. 25

Passer les commandes à la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-10^e.

Le Gérant : Maria CRAIPEAU.

H. Carré-G. Pierson, imprimeurs 35, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e).